



europa.ch



“

Interview de Guy Verhofstadt

«C'est parce que je suis un fervent défenseur du projet européen que je plaide si vivement pour une réforme»

projecteur

Le Brexit change tout pour le Royaume-Uni et l'Europe
 >> Page 3

Brexit: des enjeux avec risques et chances
 >> Page 4

L'Europe après le vote du Brexit
 >> Page 5

interview

Guy Verhofstadt – «C'est parce que je suis un fervent défenseur du projet européen que je plaide si vivement pour une réforme»
 >> Pages 6–8

poésie

La frontière intérieure de l'UE
 >> Page 9

EU-Inside

«L'Union européenne est à la croisée des chemins»
 >> Page 10

sections

Brexit, une crise utile pour l'UE?
 >> Page 11

L'après-Brexit et le rêve suisse d'autonomie insulaire
 >> Page 12

yes

Le Brexit et les populistes: ce que l'on peut apprendre des erreurs de Cameron
 >> Page 13

abattage de mythes

«L'UE est une autorité dictatoriale»
 >> Page 14

Chère lectrice, cher lecteur,



Il vaut mieux tenter de se réorienter que de rester en état de choc! Dans le cadre de la commémoration du discours de Winston Churchill du 19 septembre 1946, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et le président de la Confédération Johann Schneider-Ammann se sont récemment rencontrés à Zurich. Et force est de constater que lorsque Juncker arrive, il se passe quelque chose! On a rarement vu autant de monde se presser dans une salle de conférence à l'occasion d'un événement politique à l'Université de Zurich. Au bord de la Limmat, Juncker nous a indiqué que si le chemin emprunté est désormais correctement orienté, le lieu sur lequel il doit déboucher reste encore incertain.

Le Parlement suisse a par ailleurs exprimé un avis clair à propos de la libre circulation des personnes. Celle-ci sera préservée à l'aide d'une préférence indigène «light» que propose le Conseil national. Même si, d'un strict point de vue constitutionnel, cette proposition semble relever d'une mise en œuvre légère de l'initiative «contre l'immigration de masse», elle reste tout de même souhaitable du point de vue d'une politique réaliste.

Toutefois, ce qui se passe en Suisse et de plus

en plus fréquemment dans certains pays de l'UE reste absurde: l'Union européenne serait coupable de tous les maux, alors que tous souhaitent pourtant continuer à profiter de son marché unique.

Ce que racontent les défenseurs du Brexit ne joue plus aucun rôle, tant leurs affirmations se sont révélées n'être que mensonges maintenant que le Brexit est en passe de devenir réalité. De la même manière, peu de monde au sein de la majorité en Suisse ne semble déplorer que l'UDC ne pratique rien d'autre qu'une polémique constante contre l'UE en imposant sa vision isolationniste du monde, sans jamais en assumer les conséquences. Or, il est grand temps de ramener les relations entre la Suisse et l'UE sur le bon chemin.

C'est pourquoi, en cette période de nationalisme croissant et d'isolationnisme exacerbé, nous devons nous rassembler pour unir notre position pro-européenne et nos revendications orientées vers l'avenir, dans le souci de combattre et de démontrer que c'est ensemble – avec et au sein de l'UE – que nous trouverons des solutions aux difficultés actuelles. C'est à quoi le Nomes s'engage. Au quotidien.

Lukas Wegmüller
 Cosecraire général

Une ode joyeuse et enfantine pour les forêts européennes

La population de l'UE entretient une relation étroite avec ses forêts qui couvrent 40% de la surface de son sol. Ce qui a conduit la Commission européenne à délivrer une brochure qui, pour une fois, ne regorge pas d'informations factuelles, mais qui prend la forme d'un éloge enfantin et joyeux à l'habitat forestier. Dans «Contes de nos forêts», les 28 pays de l'UE sont représentés par un poème ou une chanson pour enfants accompagnés de dessins multicolores – à télécharger librement en format PDF. (sp)

<http://bookshop.europa.eu/fr/contes-de-nos-for-ts-pbKF0213196/>

Où est la «capitale verte de l'Europe»?

En 2008, un groupe de villes européennes a proposé d'allouer un prix annuel à une ville «verte», écologique et économe en énergie. La Commission européenne a contribué au projet, et depuis 2010, un jury décerne chaque année à une ville de plus de 100 000 habitants le titre de «capitale verte de l'Europe» (pour les villes «vertes» entre 20 000 et 100 000 habitants, c'est le prix «Green Leaf» qui est décerné). Cette année, c'est la capitale slovène Ljubljana qui remporte le titre honorifique; sur son site, elle rend compte fièrement de ses mérites «verts». A noter que rien n'empêche les villes suisses de postuler... (sp)

greenljubljana.com



LE BREXIT CHANGE TOUT POUR LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Par **Denis MacShane**, ancien ministre des Affaires européennes du Royaume-Uni

Le Brexit marque un tournant de l'histoire européenne. Il pourrait s'agir d'une sonnette d'alarme destinée aux nations européennes dans le but de les pousser à trouver enfin un chemin commun vers une efficacité plus grande que celle mise en place au cours de ce siècle.

En janvier 2015, j'ai publié mon livre *Brexit: How Britain Will Leave Europe*. Ce livre est tombé comme Cassandra des murs de Troie, alors qu'aucun de mes amis proeuropéens ne fut à l'époque capable d'imaginer que la Grande-Bretagne – la nation du libre-échange qui se rappelle pourtant bien ce qu'était l'Europe nationaliste – se montrerait à ce point déraisonnable, à savoir de quitter l'Union européenne.

Il est aujourd'hui encore trop tôt pour prévoir quelles seront les conséquences économiques d'une rupture complète avec l'UE. Les adeptes du Brexit avancent que la Grande-Bretagne pourrait garder un accès au marché européen tout en imposant un régime de visas, de permis de travail et de séjour pour les citoyens européens. Désormais, chaque leader européen, d'Angela Merkel à François Hollande, de Jean-Claude Juncker à tous les commissaires européens, tous ont souhaité annoncer clairement que si la Grande-Bretagne cherchait à discriminer les citoyens européens, quelle que soit la manière, elle n'aurait alors plus accès au marché unique. 250 banques d'Amérique du Nord, d'Asie et de chaque pays du globe, y compris toutes les banques suisses, opèrent majoritairement à Londres du fait de cet accès au marché européen de près de 500 millions de clients et de consommateurs. UBS a déjà déclaré que plus de 1500 de ces professionnels du secteur bancaire devront quitter Londres si un Brexit complet avait lieu. Le gouvernement japonais a annoncé la même décision au sujet de toutes les entreprises automobiles japonaises qui ont bénéficié du marché renaissant de l'automobile en Grande-Bretagne.

Une longue période d'incertitude s'ouvre maintenant pour la Grande-Bretagne. Les États-Unis, l'Australie et d'autres pays ont annoncé qu'ils n'envisageaient pas de conclure des accords de commerce bilatéraux avec le Royaume-Uni jusqu'à ce que celui-ci ne sorte complètement de l'UE. Or, les accords de commerce peuvent eux aussi prendre plusieurs années à être mis sur pied. Les Britanniques ont été séduits par un groupe puissant de propriétaires de journaux emmenés par Rupert Murdoch, ainsi que par des politiciens populistes qui leur ont promis qu'ils vivraient ainsi dans un paradis en dehors de l'UE. Tout le monde s'accorde maintenant à dire que ceux qui ont participé à ces campagnes pour le Brexit ont proféré d'énormes mensonges, tel celui selon lequel le Royaume-Uni bénéficierait alors à nouveau des 350 millions de livres

sterling de contribution à l'UE hebdomadaires à dépenser pour le système de santé ou bien que la Turquie rejoindrait sous peu l'UE et que de ce fait 75 millions de citoyens turcs seraient prêts à débarquer à Londres ou encore que 70% du droit britannique provenait en fait de Bruxelles. Ces mensonges populistes du style des années 1930 ont cependant convaincu une majorité de votants. 20 années d'hostilité non-stop envers l'UE de la part des médias et des politiques au sein du Royaume-Uni n'ont jamais été pour autant défiées de manière efficace. Le vote fut également un vote de protestation contre la vision du monde du Forum économique mondial de Davos, qui, qu'elle soit juste ou fautive, se préoccupe toujours plus des riches en laissant trop de citoyens et leurs enfants sans espoir d'emploi, de logement décent et d'une bonne protection sociale.

Londres et la jeune génération ont voté pour l'Europe, mais les plus âgés ainsi que ceux qui résident dans les villes et les campagnes éloignées de la capitale multiculturelle ont eux choisi le non à l'ouverture des frontières et le non aux immigrants.

Tandis que j'étais certain que la décision de David Cameron de tenir un plébiscite populiste contraire aux traditions britanniques de représentation parlementaire démocratique tournerait au désastre, je ne suis pas sûr que les Britanniques désirent encore suivre l'UKIP et les populistes xénophobes du Brexit dans ce cul-de-sac de l'Histoire. Je ne peux pas dire ce que Mrs May a en tête ou comment et quand les députés conservateurs et le milieu britannique des affaires vont commencer à comprendre que l'isolationnisme n'est jamais une solution, mais toujours un danger. La saga européenne du Royaume-Uni n'est pas pour autant arrivée à sa fin et beaucoup d'entre nous vont désormais se battre contre le Brexit afin de sauver le pays que nous aimons. ■

Denis MacShane



Denis MacShane a été ministre des Affaires européennes du Royaume-Uni sous le gouvernement de Tony Blair et député travailliste durant 18 ans. Il est l'auteur de *Brexit: How Britain Will Leave Europe*.



BREXIT: DES ENJEUX AVEC RISQUES ET CHANCES

Par **Monika Rühl**, présidente de la direction d'économiesuisse

Après une campagne de référendum éprouvante, le peuple britannique a choisi le 23 juin 2016 de sortir de l'Union européenne. Cette décision marque une rupture sans précédent dans l'histoire de la construction européenne: aucun Etat membre n'avait jusqu'alors tourné le dos à l'UE. Contributrice à hauteur de 15% de l'activité économique de l'Union, riche de 65 millions d'habitants, membre du G7 ainsi que du Conseil de sécurité de l'ONU, la sortie de la Grande Bretagne représente une lourde perte, tant politique qu'économique, pour l'UE.

Les conséquences socio-économiques et institutionnelles du Brexit en Europe ne sont pas encore prévisibles. Des études prévoient un recul du PIB jusqu'à 5.5% de celui-ci et une perte de plus de 900 000 emplois. Les questions essentielles auxquelles nous devons répondre influenceront l'avenir de l'Europe de manière durable: de quel genre d'accès au marché intérieur européen disposera désormais la Grande-Bretagne? L'UE se reformera-t-elle? A quoi ressembleront les relations institutionnelles de l'île avec les pays tiers importants? Ce qui est sûr, c'est que le compte à rebours de l'article 50 du Traité de Lisbonne a commencé: la Grande-Bretagne devra quitter l'Union d'ici deux ans, au plus tard, même s'il est pos-

sible que les Etats membres puissent voter une prolongation de ce délai.

La sortie de la Grande-Bretagne de l'UE aura également des conséquences pour la Suisse, du fait que les économies des deux pays sont très étroitement liées: chaque année, biens et services s'échangent entre les deux pays pour une somme globale de 44 milliards de francs. Pour le Royaume-Uni, notre pays représente le huitième plus important partenaire pour les exportations et le cinquième pour les importations. Dans le domaine des investissements directs, la Suisse, en tant que marché-cible, reste d'une importance très grande. Après les Etats-Unis et l'Europe, nous nous positionnons au troisième rang de la liste des plus grands lieux d'investissement au monde. La Suisse est le huitième plus grand investisseur direct au Royaume-Uni, devant l'Irlande, le Canada et le Japon. Parallèlement, l'île britannique représente également le quatrième plus important site économique pour les entreprises suisses à l'étranger avec plus de 100 000 employés.

Jusqu'ici, ces relations traditionnelles très étroites entre la Suisse et la Grande-Bretagne étaient fondées sur les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Après la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union, cette forme de relations ne sera alors plus applicable. Sans solution institutionnelle adéquate, la Suisse et la Grande-Bretagne perdront leurs liens juridiques et retrouveront le statut défini par les conventions multilatérales de l'OMC, n'offrant un accès très restreint qu'à quelques accords bilatéraux établis depuis le XIXe siècle.

Les règles de l'OMC ne sont qu'une base minimale pour le commerce et ne suffisent donc pas au maintien des relations économiques actuelles et intenses entre nos pays. Pour les entreprises suisses, une situation de cette nature n'est pas destinée à durer.

Cependant, des changements fondamentaux d'une telle ampleur peuvent ouvrir également la porte à certaines opportunités à ne pas manquer. Pour la Suisse, il ne s'agirait pas uniquement de préserver le statu quo, mais aussi d'améliorer l'accès réciproque aux marchés des deux pays. On peut imaginer notamment une libéralisation plus poussée du secteur tertiaire.

C'est dire combien le Brexit ne se résume pas à la sortie (encore ouverte) de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, mais constitue un enjeu de taille pour la Suisse. economiesuisse souhaite batailler pour l'intérêt de l'économie suisse, afin que les risques liés à ces changements soient plus largement réduits et que les opportunités qui s'offrent à nous soient exploitées de la meilleure manière possible. ■

Monika Rühl



Monika Rühl est présidente de la direction d'économiesuisse depuis le 1er septembre 2014. Après avoir étudié les langues (français et italien) à l'Université de Zurich, Monika Rühl a suivi une formation de diplomate à Berne, Bruxelles et Genève. Après plusieurs engagements auprès du Département fédéral des Affaires étrangères, elle a été la collaboratrice personnelle du conseiller

fédéral Joseph Deiss, pour ensuite prendre la tête du centre de prestations Relations économiques bilatérales à la Direction des affaires économiques du Secrétariat d'Etat à l'économie SECO. En 2008, elle a été nommée déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux. De 2011 à 2014, Monika Rühl a dirigé également le secrétariat général du Département fédéral de l'économie, de formation et de la recherche DEFR.



L'EUROPE APRÈS LE VOTE DU BREXIT

Par **Gilles Grin**, directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe

La participation britannique à l'Union européenne (UE) a été un mariage de raison dans lequel les difficultés ont été nombreuses (référendum de 1975, combat de Margaret Thatcher pour la réduction de la contribution budgétaire du pays, dissociation croissante dès la fin des années 1980). Il y a une certaine ironie à noter que la construction de l'Europe a été largement en phase avec les vues britanniques (marché intérieur, élargissements) et que le pays a obtenu des exemptions pour les développements auxquels il ne souhaitait pas s'associer (zone euro, espace Schengen). L'UE bute sur le passage à l'union politique honnie par les Britanniques (mais pas seulement par eux). Quelles sont donc les motivations du pays?

On discerne un vote protestataire, où la question de l'immigration a joué un rôle très sensible. Après le référendum du 23 juin 2016, les autorités britanniques semblent retarder sans cesse l'activation des négociations de retrait. A la fin, vu d'aujourd'hui, il est très probable que le Royaume-Uni quitte effectivement l'UE. Seule une menace d'éclatement du pays pourrait être le cas échéant à même de l'en empêcher. Par contre, le nouveau type de relation qui verra le jour avec l'Union demeure ouvert. Les effets politiques et les conséquences économiques du vote britannique risquent d'être négatifs tant pour le Royaume-Uni que pour l'UE. La période d'incertitude de plusieurs années qui s'est ouverte aura un coût.

Les crises européennes qui se sont additionnées depuis plusieurs années sont sérieuses, le tissu des solidarités a été mis à mal et une redynamisation de l'UE passera sans doute par une culture des résultats permettant de montrer

concrètement aux Européens qu'ils sont dans une meilleure situation grâce à l'Union plutôt que sans elle et que cette dernière est un bon instrument pour affronter les nombreux défis du monde contemporain. On peut songer au renforcement des frontières extérieures, à une meilleure gestion commune de l'immigration, à la lutte contre le terrorisme, à une augmentation drastique de la légitimité démocratique de la zone euro par une meilleure implication du Parlement européen et des parlements nationaux. A contrario, le repli national permettrait-il de faire face à la mondialisation dérégulée, aux défis géopolitiques et au terrorisme?

L'union de l'Europe dans le respect des diversités nationales représente un projet de civilisation. Sans une action commune sur les questions globales, les membres de l'UE risquent de perdre la maîtrise de leur destin dans un monde qui change vite. Dans le long terme, la guerre civile peut toujours ressurgir.

Pour la Suisse, le vote britannique fait craindre à juste titre des conséquences économiques fâcheuses. Un franc encore plus fort nuirait à la prospérité et détruirait des emplois. Politiquement, l'interlocuteur européen dont les autorités suisses ont besoin risque fort d'avoir plus urgent à faire. Le vote britannique pourrait aussi amener à un raidissement des positions européennes qui distingueraient plus clairement le statut des États membres du club de celui des non-membres (même si une certaine différenciation pourrait se développer au sein de l'Union). L'avenir des accords bilatéraux Suisse-Europe, partiellement liés entre eux, de caractère statique et initiés à un moment où la Suisse avait encore l'objectif stratégique d'une adhésion à l'Union, devient plus incertain. Que le Royaume-Uni, à la recherche d'une nouvelle relation durable avec l'Union, puisse devenir un allié de la Suisse et ainsi la renforcer n'est pas impossible, mais demeure hypothétique et n'offre pas de solution dans le court terme.

Gilles Grin



Gilles Grin, né en 1972, est diplômé de HEC Lausanne, de Yale et de la London School of Economics. Il est docteur en relations internationales de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Il a travaillé en qualité de stagiaire à la Commission européenne et comme conseiller scientifique au sein de l'administration fédérale suisse de 2002 à 2006. Après avoir été vice-directeur de 2006 à 2012, il est devenu directeur de la

Fondation Jean Monnet pour l'Europe en 2012. Il est chargé de cours à l'Université de Lausanne depuis 2007 et, depuis 2015, membre du comité directeur de l'Association suisse de politique étrangère.



«C'EST PARCE QUE JE SUIS UN FERVENT DÉFENSEUR DU PROJET EUROPÉEN QUE JE PLAIDE SI VIVEMENT POUR UNE RÉFORME»

Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge et député européen, a publié ce printemps un ouvrage intitulé «Le mal européen». Dans cet essai, il présente des solutions pour relancer le projet européen et sortir de la crise actuelle. Découvrez ci-dessous son entretien avec le Nomes.

europa.ch: Dans votre livre «Le mal européen», paru cette année, vous êtes extrêmement critique envers l'Union européenne. Ne risquez-vous pas de démotiver ceux qui soutiennent ce projet et de donner du grain à moudre à l'euro-scepticisme?

Guy Verhofstadt: Je reste bien sûr un des plus grands défenseurs du projet européen et de l'idée européenne. C'est justement pour cette raison que je plaide si vivement pour une réforme de l'Union européenne. Nous devons la réformer, afin qu'elle puisse de nouveau répondre aux défis importants auxquels nous faisons actuellement face. Pour surmonter la crise des réfugiés, par exemple, nous avons besoin de garde-côtes et de garde-frontières européens qui soient réellement opérationnels, d'une politique migratoire et d'asile commune; pour la lutte contre le terrorisme et les questions de sécurité, nous devons avoir une Communauté européenne de défense et des services de renseignements eux aussi opérationnels. Lorsque nous proposerons des solutions dans ces domaines précis, dont la valeur ajoutée sera reconnue par les citoyens européens, alors la foi en l'UE sera à nouveau restaurée. Si nous ne faisons que continuer à défendre l'Union européenne sous sa forme actuelle, sans la réformer réellement, alors nous encourageons sa propre désintégration.

Ces solutions pour refonder l'Europe, vous les évoquez dans votre livre: armée européenne, budget européen, politique d'immigration commune, service de renseignement européen, marché numérique commun, union bancaire à part entière, meilleure mobilité d'emploi en Europe, révision du système institutionnel, etc. Puisque toutes ces mesures sont connues et pourraient être mises en œuvre sans trop de difficultés, pourquoi n'est-ce pas encore fait?



Ces dix dernières années, nous sommes arrivés à une situation d'immobilisme au sein de l'UE. La raison qui se cache derrière ce phénomène est toujours la même: Le tempo des réformes et des décisions à Bruxelles n'est en fait déterminé que par une minorité d'Etats membres. Lorsque ces derniers souhaitent bloquer toute avancée ou évolution commune au sein de l'UE, alors ils peuvent tout à fait le faire. A travers des décennies de compromis et d'exceptions aux règles, nous n'avons pas seulement atteint un chaos institutionnel, mais nous avons bel et bien créé une Europe à la carte. A mon avis, nous pouvons contrer cet immobilisme en mettant en place deux types de vitesse au sein de l'Union européenne: ainsi, les Etats qui le souhaitent pourront poursuivre l'intégration et se rapprocher davantage les uns des autres sans que les autres, qui ne partagent pas cette position, ne les bloquent.

“
«Si nous ne faisons que continuer à défendre l'UE sous sa forme actuelle, sans la réformer réellement, alors nous encourageons sa propre désintégration»

L'an prochain marquera les 60 ans du Traité de Rome. Ne serait-ce pas l'occasion idéale de dépasser cet immobilisme et relancer le projet

tel que les Pères fondateurs l'ont imaginé, voire de trouver de nouveaux Pères fondateurs?

Oui, en effet. Les 60 ans du Traité de Rome que nous fêterons en mars 2017 représentent à mes yeux un moment idéal pour démarrer un processus de réforme ambitieux de l'UE, et rendre cette dernière porteuse d'une ambition pour les décen-



nies à venir. Nous souhaitons aussi profiter de cette occasion pour rendre l'Europe plus efficace dans son ensemble, et moins bureaucratique: par exemple, la Commission pourrait devenir un gouvernement, petit, mais efficace. Nous n'avons pas besoin de 28 ministres. Nous n'avons besoin également que d'un seul siège pour nos institutions. Les résultats du référendum britannique ont été un signe clair: nous ne pouvons plus continuer ainsi si nous ne voulons pas faire face à 27 autres référendums de sortie de l'UE. Nous devons nous libérer de cette stagnation, de sorte qu'un processus de réforme puisse enfin voir le jour.

En Suisse, comme ailleurs dans l'UE, la libre circulation des personnes est remise en question: comment faire en sorte que ce principe fondateur de l'Union européenne ne disparaisse pas ces prochaines décennies?

Fermer les frontières n'est pas la solution au problème, et encore moins la réponse à la source de celui-ci. Au contraire, il est tout simplement impossible de nous détacher de nos voisins et partenaires européens et de nous renfermer ainsi sur nous-mêmes. Nous devons renforcer notre coopération si nous souhaitons subsister dans ce monde. Nous devons introduire de réelles compétences européennes, au lieu de nous recroqueviller dans nos coquilles en espérant que la crise ne se reproduise plus. Les réponses à donner face à l'angoisse du terrorisme et de l'immigration massive doivent pouvoir se confronter à de réelles solutions européennes: des garde-frontières et des garde-côtes européens aux frontières extérieures de l'UE, qui puissent faire la différence entre les migrants économiques et les réfugiés, une politique d'asile commune, plus de

Guy Verhofstadt

Né en 1953 à Termonde en Belgique, Guy Verhofstadt a étudié le droit à l'Université de Gand. En 1982, il devient président du Parti libéral flamand PVV à 29 ans. Il entre à la Chambre des représentants peu après en 1985, année où le Roi Baudouin Ier de Belgique le nomme vice-Premier ministre. Guy Verhofstadt a été Premier ministre de la Belgique pendant près de 10 ans de 1999 à 2008, avant d'être élu au Parlement européen en 2009, où il préside le groupe parlementaire ALDE. Il est également co-fondateur du Groupe Spinelli qui vise à rassembler les députés européens fédéralistes au sein des diverses tendances politiques. Le 8 septembre 2016, il est nommé représentant du Parlement européen dans les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

moyens pour Europol. Le repli sur soi représente un recul.

Ce repli se traduit par une montée du nationalisme en Europe – y compris en Suisse. Comment en est-on arrivé là alors que les ravages qu'il a commis durant la Deuxième Guerre mondiale sont indiscutables?

Je pense que les populistes de droite ne sont bons qu'à exacerber nos peurs et désigner les problèmes. Mais ils ne proposent aucune solution. Les

«Fermer les frontières n'est pas la solution au problème, et encore moins la réponse à la source de celui-ci»

Etats membres doivent coopérer pour exister. Nous devons doter l'UE de capacités effectives. Nous ne pouvons pas nous retirer et espérer que les problèmes se résolvent d'eux-mêmes, comme pour le cas de l'accord douteux conclu avec la Turquie au sujet de la crise des migrants. Il y aura toujours des voix qui demanderont que l'on accorde plus de souveraineté



Le mal européen (Editions Plon)



A partir de ses rencontres avec Bush, Blair et Poutine, Guy Verhofstadt démontre de manière convaincante que l'Europe s'est égarée. Un récit impitoyable sur la dérive du projet européen, autrefois si ambitieux et devenu un bourbier institutionnel. Pour lui, la solution consiste, non pas à bâtir un super-Etat européen, mais à faire un pas décisif vers une Europe plus efficace et plus démocratique. Il revendique l'héritage des Pères fondateurs et administre une cure de jouvence à une Constitution européenne oubliée, datant de 1953.

aux Etats membres. Je ne peux que les contredire de tout mon cœur. Avec un tel recul, nous ne faisons pas qu'affaiblir l'Europe, mais nous mettons aussi en danger la paix et la prospérité acquises depuis des décennies.

Le 23 juin dernier, les Britanniques ont voté en faveur du Brexit. Pourtant, personne ne semble pressé de le mettre en œuvre. Pourrait-il ne pas avoir lieu?

Je ne doute pas que cela soit mis en œuvre. La notification exigée de l'article 50 auprès des institutions n'est pas une punition – ce n'est qu'une question de respect de la décision du peuple britannique. Nous devons également faire en sorte que cette situation d'insécurité pour les entreprises, les investisseurs, etc, dure le moins longtemps possible. Je pense ainsi qu'il est possible de conclure une sortie du Royaume-Uni d'ici 2019. Sans quoi débiterait alors un nouveau mandat, avec une multitude d'insécurités.

Cette sortie pourrait-elle se faire par un statut d'«associé» pour la Grande-Bretagne dont vous parlez? Sous quelle forme?

Il est évident que les avantages du marché intérieur sont liés à la libre circulation des personnes. La liberté de travailler dans un autre pays de l'UE est un des principes de l'Union européenne et de son marché unique, mais également un élément clé d'une société libérale européenne, que nous devons défendre. Si la Grande-Bretagne souhaite rester au sein du marché unique, si n'importe quel pays souhaite prendre part au marché unique, il faut que celui-ci en respecte les règles. Une nouvelle relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pourrait se baser sur un «statut d'associé» – avec moins d'obligations, mais également moins de droits pour les Britanniques. De la même manière qu'un traité de libre-échange.

Pour conclure notre entretien et au vu de tous les points évoqués, une question s'impose encore: pourquoi restez-vous proeuropéen?

Je reste fermement convaincu que les solutions aux crises de notre époque ne peuvent pas être nationales. La crise économique, la crise des migrants, la lutte contre le terrorisme – tous ces défis ne peuvent être relevés qu'à l'échelle européenne. Et quand nous serons en mesure de combattre et de résoudre ces problèmes, alors la confiance dans le projet européen sera retrouvée. J'en suis parfaitement convaincu. ■

Propos recueillis par
Caroline Iberg



LA FRONTIÈRE INTÉRIEURE DE L'UE

Par **Simon Chen**, comédien et poète slam

Elle pointe du doigt la frontière extérieure de l'Union européenne. Cette frontière extérieure dont tout le monde parle et qui sépare l'espace de l'UE de celui des Etats non membres de l'Union. Elle ressent de la compassion pour les pays européens qui se trouvent malheureusement à cette frontière extérieure et qui font face à tout ce qui afflue de l'extérieur. La frontière extérieure de l'UE, pense-t-elle en examinant la peau de sa main vieillissante, est semblable à l'épiderme; il est le premier à être blessé tandis que les couches inférieures de la peau restent épargnées.

Elle réfléchit: là où se trouve une frontière extérieure doit se trouver également une frontière intérieure, de la même manière qu'au football, il existe un défenseur latéral et un défenseur central.

Mais où se trouve la frontière intérieure de l'UE, se demande-t-elle en parcourant la carte de l'Europe de sa vue désormais déclinante. Si la frontière extérieure de l'UE indique une frontière avec l'espace étranger extérieur, alors une frontière intérieure avec l'espace étranger intérieur doit pouvoir exister. Un espace étranger qui se trouverait à l'extérieur de l'UE, mais pourtant aussi à l'intérieur de celle-ci. Une frontière intérieure, conclut-elle, qui ferait le contour d'un espace étranger.

Elle se penche en gémissant et observe l'Europe en dessous de ses yeux. Au milieu de tout ce bleu, son regard est attiré par une tache blanche. Elle s'aperçoit alors que la frontière intérieure de l'UE est identique au dessin de la Suisse. Une ligne chaotique et inconstante de 1858 km. La frontière intérieure de l'UE se trouve être la frontière extérieure de ce pays non membre de l'Union européenne. La frontière intérieure de l'UE apparaît comme suivant les contours d'un trou, d'un vide dans la représentation évidente de l'Europe. «Toute l'Europe est occupée par l'UE. Toute l'Europe? Non! Un petit pays d'irréductibles Helvètes...»

Ce trou, bien que de taille négligeable, est tout de même perceptible. La Suisse ressemble à une vilaine tache au beau milieu de la carte, répondant uniquement d'elle-même, un corps étranger dans le tissu européen. N'importe quel enfant irait spontanément colorier cet emplacement vide avec son feutre bleu afin de terminer ainsi le dessin.

Elle se redresse laborieusement et arrange ses cheveux devenus cassants. Elle préfère voir la Suisse comme une île au milieu de l'océan tourmenté plutôt que comme un jardin fermé, entouré par l'immense forteresse que serait l'UE. Ou bien cette enclave serait-elle plutôt comme une prison, se demande-t-elle sous l'emprise du doute, encerclée, cernée, étranglée par l'UE?

La frontière extérieure de l'UE n'est pas rigide, elle le sait bien, puisque l'UE s'élargit. Il en va de même vers l'intérieur. Elle ressent la pression immense qu'éprouve la Suisse de tous ses côtés – du fait de cette frontière intérieure de l'UE.

Elle finit par porter son regard plus bas, sur elle-même. Elle se tient très exactement sur cette tache au milieu de la mer bleue. Elle soulève sa longue robe. Cheville après cheville, comme captivée, elle trône sur ce morceau de terre. Talons, orteils et plante des pieds touchent tous cette frontière intérieure. Sa lance et son bouclier, elle les avait déjà jetés dans l'Atlantique, il y a bien longtemps, faute d'utilisation.

Maintenant, il ne faut pas perdre l'équilibre ni son attention, et ainsi pose-t-elle un pied sur l'UE. Il s'agit de rester debout et droite. La couronne de laurier gratte.

C'est cette immobilité absolue qu'elle préserve de tout mouvement involontaire, chaque geste pouvant littéralement l'expédier en dehors et la faire sombrer dans le malheur.

Depuis longtemps, Helvetia a tenu cette position. Quelques pas lui feraient beaucoup de bien, histoire qu'elle puisse circuler à nouveau dans son espace de marche. Mais ce serait faire un pas dans l'inconnu. Elle cherche à se détendre sans perdre conscience, elle ferme les yeux et retient son souffle. En vain. Une crampe dans la jambe droite, et son autre jambe qui tressaille... ■

Simon Chen

Simon Chen, né en 1972, a travaillé comme comédien à Bielefeld, Berlin et au Théâtre Marie d'Aarau. Depuis 2007, il travaille à temps plein comme poète-slameur, auteur de «Spoken-Word» et animateur. Par ailleurs, il collabore avec Radio SRF («Zytlupe», «PET»). En 2010, il sort son premier album solo «Solange ihr lacht», suivi en 2013 de «Sushi Casanova». En 2015 voit le jour son premier programme de cabaret «Meine Rede! Kabarett am Pult der Zeit», avec lequel il est actuellement en tournée dans toute la Suisse. Plus d'infos: www.simonchen.ch



© David Nadlinger dpn



«L'UNION EUROPÉENNE EST À LA CROISÉE DES CHEMINS»

Par **Alexandre Stutzmann**, directeur en charge des commissions parlementaires dans le secteur des politiques externes de l'UE

Crise migratoire, difficultés économiques persistantes, doutes identitaires et montée des populismes, terrorisme et instabilité dans le voisinage proche: à l'heure où l'Union européenne est confrontée en cascade aux défis parmi les plus conséquents de sa jeune histoire, le tout sur fond de Brexit, penchons-nous sur les enseignements visionnaires d'un Winston Churchill, qui dans son célèbre discours de Zurich, le 19 septembre 1946, déclarait: «Mais il y a un remède; [...] Il consiste à reconstituer la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie de la famille européenne, puis de dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté», insinuant qu'ainsi l'Europe «vivrait aussi libre et heureuse que la Suisse», avant de conclure: «En avant, l'Europe!»

Simple coïncidence historique? Gageons que ces propos étaient bel et bien présents à l'esprit des dirigeants de «la plus grande partie» de l'UE lors de la rédaction de la Déclaration

de Bratislava le 16 septembre dernier. Il y est notamment écrit: «L'UE n'est pas parfaite, mais c'est le meilleur instrument dont nous disposons pour relever les nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés. [...] Nous nous sommes engagés à offrir à nos citoyens une vision d'une UE attrayante, à même de susciter leur confiance et leur soutien. Nous sommes convaincus que nous avons la volonté et la capacité d'y parvenir.»

Tout un programme, à quelques mois du 60^{ème} anniversaire des traités de Rome, et en somme, une claire «invitation à prendre rendez-vous avec la démocratie», comme l'avait déjà souligné le Président Juncker dans son discours sur l'état de l'Union du 12 septembre au Parlement européen.

La politique est rarement dénuée de symbolique. Aujourd'hui, à bien des égards, l'Union européenne est à la croisée des chemins. L'année à venir s'annonce comme un test, mais n'est-elle pas aussi propice à un renouveau pour une union renforcée? Certes, le Brexit devient peu à peu une réalité, et on peut le regretter, obligeant à une redéfinition progressive des liens contractuels liant l'UE au Royaume-Uni. Des élections majeures se tiendront dans quatre des pays fondateurs de l'UE: aux Pays-Bas, en France, en Allemagne puis en Italie. On sait combien des campagnes politiques centrées exclusivement sur des préoccupations nationales, aussi légitimes soient-elles, sont susceptibles de mettre à mal un édifice européen qui repose sur le consensus et la solidarité. Il s'agit donc plus que jamais de ne pas perdre de vue le cap que s'étaient fixé les Pères fondateurs, tel que réaffirmé à Bratislava.

Le chemin difficile sur lequel le Royaume-Uni s'est engagé depuis le référendum du 23 juin montre combien une union peut se révéler inextricable. Le besoin d'Europe est manifeste dans bien des domaines; c'est donc avant tout de volonté politique et de confiance qu'il s'agit, de clarté et de transparence, de responsabilité et de vision d'avenir, et peut-être d'un peu d'imagination. La très grande majorité des 751 membres du Parlement européen, directement élus au suffrage universel, adhère pleinement à cette vision et reste déterminée à défendre et promouvoir les libertés et principes fondamentaux qui sont le ferment de l'UE, que ce soit sur le plan des politiques internes ou dans la redéfinition des relations extérieures de l'UE avec tel ou tel pays partenaire.

La redéfinition en cours de nos relations avec la Suisse, partenaire essentiel, ne pourra faire abstraction de ce contexte; il s'agira de trouver une solution qui convienne à tous, dans le plein respect de ces principes et en tenant compte de nos inquiétudes mutuelles. ■

Alexandre Stutzmann



Né en 1973, Alexandre Stutzmann est diplômé de l'École Normale Supérieure et de la Sorbonne en études germaniques, droit et sciences politiques et a été doctorant en relations internationales à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Il a enseigné les sciences politiques à l'Université de New-York jusqu'en 2001, date à laquelle il rejoint le Secrétariat Général du Parlement Européen. Il a travaillé notamment au Secrétariat de la commission des Affaires Etrangères et

s'est penché tout particulièrement sur la région du pourtour méditerranéen, le monde arabe, le processus de paix au Moyen-Orient et sur les droits humains. Il a été ensuite à partir de 2007 le Conseiller pour les relations extérieures de plusieurs personnalités politiques européennes, telles que Hans-Gert Pöttering, Jerzy Buzek ou encore Martin Schulz. En août 2014, il devient le Chef du Secrétariat de la commission des Affaires Etrangères, et depuis décembre 2015 le Directeur en charge des commissions parlementaires dans le secteur des politiques externes (affaires étrangères, développement, commerce international, droits humains, sécurité et défense).



LE BREXIT, UNE CRISE UTILE POUR L'UE ?

Par **Axel Marion**, député au Grand Conseil vaudois (PDC) et président de la section Vaud du Nomes

L'Union européenne survivra-t-elle au Brexit? C'est la question que se posent tous les commentateurs. Certains se réjouissent de penser que non, d'autres espèrent timidement que oui. La réponse est: bien sûr! Ce que l'on ne sait pas encore, c'est sous quelle forme, et avec quels objectifs.

La meilleure mauvaise raison, c'est que les politiciens européens ne pourraient plus se passer de leur «punching-ball» favori. Si l'Union européenne venait à disparaître, qui pourraient-ils blâmer pour leurs errements? Comme dans un mauvais film, il faut toujours un «méchant» pour mettre en valeur le «gentil». Ensuite, parce que malgré leurs allures martiales, aucun de ces politiciens ne voudrait prendre le risque de rallumer un conflit intraeuropéen. Depuis 1950, les Communautés européennes sont la meilleure assurance contre un embrasement des puissances continentales. Idem pour la deuxième grande ambition européenne, soit la prospérité par l'aplanissement des obstacles au commerce. Que cela soit reconnu ou non, l'Union est un succès immense dans ce domaine. La preuve? Les eurosceptiques britanniques et helvètes ne demandent qu'à rester dans le marché commun. On a vu plus spectaculaire comme échec.

Au fond, c'est connu, l'Europe souffre de ses succès. On pourrait même dire plus: elle crée les conditions de sa propre disparition. En permettant l'installation d'une paix durable sur le continent pendant sept décennies (avec bien sûr les tragiques exceptions yougoslaves et ukrainiennes, mais qui étaient de fait hors UE), elle a rendu absurde l'idée même d'une guerre entre les anciens frères ennemis. De la même manière, la liberté de commerce en Europe s'est imposée de façon si évidente que personne ne s'imagine vivre sans, surtout pas les Britanniques et les Suisses qui comptent parmi les champions du business!

Alors, revenons à notre question de départ: quelle Europe après le Brexit? Une Union forte est-elle encore nécessaire? Oui, bien sûr, car il manque toujours le «ciment» de l'édifice: l'identité! Au fond, c'est contre cette idée et ses expressions que se concentre le tir des eurosceptiques: les institutions européennes, les règles communautaires – avant tout la libre circulation des personnes – qui empiètent sur les souverainetés nationales, ou encore l'accueil des réfugiés et les valeurs qu'il incarne. Cette approche «euro-identitaire» chère aux fédéralistes européens est devenue complètement hors-jeu, voire radioactive: quiconque s'en prévaudrait subirait une vindicte électorale immédiate.

Il faut cependant redire avec force que le projet européen n'est possible que s'il unit de manière harmonieuse ces trois composantes: la recherche de la paix, la quête de la prospé-



Axel Marion, député au Grand Conseil vaudois et président de la section Vaud du Nomes

rité et l'effort de l'unité. Quelle que soit la forme qu'elle prend, l'abandon complet de cette troisième dimension serait mortifère. C'est pourquoi il n'est guère possible de transiger sur ce point, malgré les velléités de la Grande-Bretagne, de la Suisse et d'autres. L'accès au marché commun sans une forme d'engagement sur le plan communautaire ne saurait être toléré, tant pour une raison de principe que pour éviter un appel d'air auprès des Etats susceptibles de suivre la même voie.

Pour réussir ce pari, il faudrait finalement à l'Europe une équipe «nationale» de foot: un catalyseur d'émotions, un réceptacle de pulsions identitaires, une famille de substitution. Imaginons un hymne à la joie qui déclencherait des frissons chez le plus excité des supporters polonais comme chez le plus patriote des fans espagnols! Ce qu'il manque à l'Europe, c'est de vivre dans le cœur des gens. Il importe aujourd'hui d'ouvrir cette offensive symbolique et émotionnelle. Puisse au moins la crise actuelle servir à cela! ■



L'APRÈS-BREXIT ET LE RÊVE SUISSE D'AUTONOMIE INSULAIRE

Par **Katja Lapadula**, membre du Comité de la section d'Argovie

Une séparation est toujours une expérience douloureuse, surtout quand la décision est prise de manière unilatérale et inattendue.

Conséquences pour l'UE

A l'issue du Brexit, l'UE perdra 13% de ses habitants, 17% de sa puissance économique ainsi qu'un des plus gros contributeurs de son budget. Si le Royaume-Uni abandonnait désormais son accès au marché intérieur, il devrait alors de nouveau introduire des taxes d'importation à ses frontières. La coopération en matière de politique et de sécurité devra être elle aussi renégociée. Des solutions devront être également trouvées pour les citoyens britanniques vivant au sein de l'UE ainsi que pour tous les fonctionnaires et parlementaires européens d'origine britannique. Réciproquement, le statut des citoyens européens vivant actuellement au Royaume-Uni devra être à son tour mis à jour. De même, les programmes d'échange académiques devront être eux aussi réformés. Beaucoup de démarches administratives seront désormais plus compliquées, renforçant ainsi la bureaucratie.

En matière de politique étrangère, il sera désormais de plus en plus difficile pour les représentants européens déjà peu unis, de faire face aux Etats-Unis, à la Russie, ainsi qu'à la Chine à la table des négociations. Au sein de l'UE même, la balance des poids entre les différents Etats membres devra être à nouveau rééquilibrée. Dans le pire des scénarios, on pourrait assister à une réaction en chaîne de pays qui souhaitent eux aussi sortir de l'UE, ce qui serait alors une véritable épreuve pour celle-ci.

Conséquences pour la Grande-Bretagne

La perte de l'accès au marché intérieur pourrait provoquer l'affaiblissement de la livre sterling et entraîner avec elle la disparition de plusieurs centaines de milliers d'emplois. La réintroduction des taxes douanières et de divers obstacles aux échanges pourrait aussi réduire significativement l'investissement direct de la part des pays membres de l'UE. La place financière londonienne sera également affectée si ses produits ne sont plus acceptés de manière automatique au sein de l'UE. Pour ce qui est de l'important secteur financier britannique, il devra se délocaliser sur le continent ou en Irlande si le Royaume-Uni entend suivre une voie bilatérale similaire à celle de la Suisse.

Ainsi, la question centrale demeure celle de l'accès au marché intérieur sans la libre circulation des personnes. L'accès au marché européen ne s'acquiert pas gratuitement, ce qui implique qu'un nouvel accord avec l'UE devra être négocié.

Le modèle norvégien de l'EEE reste quant à lui peu envisageable, car un commerce avec l'UE exempt de droits de douane ne s'obtient pas non plus sans contrepartie. Par ailleurs, le Royaume-Uni pourrait perdre également d'importants marchés financiers européens. A cela s'ajoutent encore les problèmes liés à l'Écosse et l'Irlande du Nord, qui souhaitent rester au sein de l'Union.

Conséquences pour la Suisse

L'immigration européenne demeure l'élément central auquel la Suisse et le Royaume-Uni se heurtent face à Bruxelles. Le vote du 9 février 2014 en Suisse l'a démontré: elle traduit le rêve suisse d'une course solitaire, jouissant d'une souveraineté intégrale articulée à diverses intégrations économiques à la carte.

Pourtant contrairement au Royaume-Uni, la Suisse n'est pas une entité insulaire à l'écart du continent. Elle se trouve au milieu même de celui-ci et reste très liée économiquement à ses voisins. En tant que petit pays pourvu d'une forte économie, elle profite aussi largement de son débouché sur le grand marché européen.

Nombreux sont ceux qui imaginent une zone de libre-échange entre l'UE et la Grande-Bretagne que les membres de l'EEE pourraient rejoindre dans le cadre de l'AELE – et auxquels pourraient s'ajouter les pays membres désirant eux aussi sortir de l'UE. Cette Europe, désormais affaiblie et confrontée aux tâches de son agenda, pourrait ainsi également mettre de côté les problèmes relativement «petits» qu'elle rencontre avec la Suisse. S'ouvrirait alors une négociation d'autant plus difficile que les avantages à la carte se font rares. Le bilatéralisme que la Suisse considère comme la «voie royale» est devenu entre-temps un cul-de-sac pour l'UE. Les négociations sur la mise en place de l'initiative «contre l'immigration de masse» seraient ainsi mises au placard. La pression sur le franc suisse restera elle aussi très forte et on peut s'attendre à un affaiblissement du commerce de détail, des exportations et du tourisme.

Pourtant, malgré tous les discours négatifs, l'UE n'est pas près de sombrer! La Suisse s'en accommodera et devra établir une nouvelle relation avec celle-ci. L'implosion d'un modèle de stabilité, de valeurs et de libertés qu'est l'UE, entourant la Suisse même, ne peut se retrouver être à l'avantage de celle-ci. Dans un monde globalisé et interdépendant, une implosion du modèle européen de valeurs, de stabilité et de libertés ne serait vraiment pas dans l'intérêt de la Suisse. ■



LE BREXIT ET LES POPULISTES: CE QUE L'ON PEUT APPRENDRE DES ERREURS DE CAMERON

Par **Julia Hofstetter**, vice-présidente de la young european swiss (yes)

Le résultat du référendum britannique n'aura presque aucune conséquence positive sur les négociations entre la Suisse et l'UE concernant l'initiative «contre l'immigration de masse». Cependant, il nous permet d'examiner pour une fois de l'extérieur une autre sensibilité anti-migratoire et eurosceptique sous la coupe du populisme.

Paradoxalement, le Royaume-Uni, le pays européen qui a le moins souffert de la crise des migrants, en a tiré les conséquences politiques les plus extrêmes. On attribue celles-ci au leadership problématique des populistes Nigel Farage et Boris Johnson qui ont façonné le débat du référendum du Brexit de leurs paroles, promettant au peuple un retour à la souveraineté nationale et un contrôle de l'immigration.

Un cheminement qui ne nous est pas étranger. Le référendum du Brexit semble montrer quelques parallèles avec l'initiative «contre l'immigration de masse»: de l'argumentaire des populistes aux résultats serrés du vote, jusqu'à la question de savoir si l'électorat avait alors réellement conscience des conséquences de son vote.

La campagne du «Leave», tout comme l'avait fait l'UDC auparavant, a attisé les peurs et les tendances nationalistes de la population en faisant la promotion dans le débat d'une politique identitaire qui a réussi à attribuer plus de poids aux valeurs eurosceptiques et anti-migratoires qu'aux intérêts rationnels.

En résumé, avec ce populisme d'une époque révolue et pourtant en pleine ascension, les sentiments et les passions ont supplanté les faits, les opinions sont devenues le modèle de référence.

En amont du référendum du Brexit, comme lors de l'initiative «contre l'immigration de masse», la crainte de l'invasion par des étrangers et le fantasme de l'hétéronomie ont été exacerbés auprès de la population, au point d'en-

ahir l'agenda politique et de faire de ces passions de nouvelles réalités politiques.

Simplifications et déformations des faits ont paralysé à leur tour l'opposition, qui s'est en quelque sorte égarée, préoccupée par sa propre déconstruction et discréditant en même temps la communauté des experts.

Les faits et la vérité ont perdu de leur sens à l'époque où les fausses déclarations n'engendrent plus de conséquences au point que l'on se trouve face à une société dans laquelle le politique fait ce que le peuple lui ordonne, ce qu'il souhaite entendre, mettre en scène des problèmes là où le peuple en a longtemps attendu.

Une «élasticité de la volonté du peuple» engendre également un déficit de légitimité. C'est pourquoi ce qui importe le plus sont les mesures préventives. Nous pouvons ainsi retenir cinq leçons du Brexit et de l'initiative «contre l'immigration de masse»: 1. Nous devons remettre en cause les «peurs» de la population et toujours examiner les faits, au lieu de s'occuper de chaque provocation et de leur donner ainsi plus d'importance qu'elles n'en ont réellement. Nous devons en revanche nous confronter aux problèmes réels les plus importants ainsi qu'aux peurs de la population dans un environnement de discussion vivant. 2. Le combat contre les mythes et les mensonges ne peut cependant se faire qu'avec des faits. Les électeurs ont tendance à croire ceux qui confirment leurs attentes plutôt que ceux qui les contredisent. La clé serait une culture ouverte à la migration et à l'Europe. Cela exige des idées libérales que l'on se doit de diffuser par le biais de faits mais aussi de valeurs. 3. Nous devons reconquérir le sens des mots et affronter l'UDC dans sa propre rhétorique, afin de démontrer que ses préoccupations sont en réalité bien moins «suisses» qu'elle ne le prétend. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille mettre



Challenge Europe 2016

en lumière les arguments de l'UDC. C'est pour cette raison que nous devons refaçonnner le débat avec nos propres concepts, et remettre les thèmes de la migration et de l'Europe dans un contexte positif. 4. Nous devons informer les citoyens des avantages d'une société ouverte à l'Europe et à la migration également au plan individuel et en nous basant sur des valeurs, le «storytelling» se révélant ici nécessaire. 5. Pour une diffusion de ces valeurs libérales, nous avons également besoin de transmettre des idées de façon adéquate. Les défenseurs du «Remain» au Royaume-Uni ont commis l'erreur de croire qu'un leadership eurosceptique pourrait convaincre un peuple eurosceptique de rester au sein de l'UE. Pour une stratégie efficace, il est ainsi indispensable que les partis du centre se rassemblent afin de se positionner de manière claire et de s'opposer aux populistes en brisant enfin le tabou de l'UE dicté par l'UDC.

Pour le Royaume-Uni, le combat contre les populistes vient tout juste de commencer tandis que l'UE s'avance dans le processus même du Brexit et entrevoit les premières réformes qui pourraient l'aider à sortir renforcée de cette crise. La Suisse se trouve cependant dans un cas opposé, et nous devons nous servir de cette opportunité non pas pour nous cantonner à un discours sur l'Union européenne mais pour enfin œuvrer à une société qui s'ouvre à l'Europe comme à la migration. ■



«L'UE EST UNE AUTORITÉ DICTATORIALE»

«La soi-disant «UE» – Une analyse de Michael Räumelt, chef de presse de l'UDC Viamala. L'«UE» est devenue par une soi-disant voie d'ordonnance un monstre bureaucratique imprévisible. Ni une confédération, ni un Etat fédéral, ni une démocratie mais une autorité dictatoriale que personne ne comprend, que personne ne contrôle et que personne n'a la légitimité de contester. À moins que vous choisissiez, comme les Britanniques, de le faire démocratiquement... mieux encore, il suffit de ne jamais y entrer! Cher(e) confédéré(e), ne serait-ce pas fou de gaspiller vos acquis sensationnels, à savoir la liberté et l'indépendance, à Bruxelles? C'est pour cela que la Suisse a plus que jamais besoin de protéger son identité nationale, et le peuple suisse ne doit pas devenir le serviteur des migrants économiques, en particulier ceux dont veut se débarrasser l'«UE».

Information officielle sur le site internet de l'UDC Viamala (Juillet 2016)

L'insulte rebattue de «dictature» est apparemment devenue le leitmotiv de l'UDC

1. La presse sera impressionnée de découvrir cette «analyse» approfondie du responsable de presse de l'UDC. Plus sérieusement, ce texte ingénu est un exemple, certes extrême, mais qui illustre la négligence désintéressée avec laquelle l'UDC traite l'objet de sa haine obsessionnelle, l'Union européenne. Le propagandiste UDC type combat avec véhémence le machin, en proférant des moqueries et des insultes – alors qu'il n'a pas la moindre idée de la manière dont ces institutions se sont construites au cours de sept décennies et sont organisées à ce jour, quelles en sont leurs bases et comment on y travaille. Pour lui, l'UE n'est qu'un punching-ball médiocre servant à son entraînement de boxe politique et à qui l'on peut, selon le besoin du jour et le degré d'agressivité, reprocher aujourd'hui ceci, demain l'exact opposé. L'UDC considère «Bruxelles» comme un club de gens à moitié fadas qui édictent des règles absurdes et ne font rien de sérieux ou encore comme une autorité prépondérante malveillante qui opprime et domine tout. Que ces deux fantasmagories se contredisent mutuellement ne dérange personne au sein de l'UDC; car il ne s'agit pas du tout d'une controverse sur des concepts politiques, mais d'une piteuse diffamation populiste.
2. L'accusation du responsable de presse selon laquelle personne ne comprend l'UE, pourrait encore être acceptable si elle consistait en un aveu de sa propre impuissance: qui n'a jamais essayé de comprendre, ne comprendra jamais. Mais l'allégation infondée et rebattue selon laquelle l'UE est «dictatoriale» est insoutenable de stupidité et de méchanceté. Alors que ce jugement de valeur était jusqu'à présent réservé aux sites internet d'extrême-droite et éso-
3. Un autre élément également significatif concerne la médiocre flambée d'insultes envers l'UE en provenance de la section grisonne de l'UDC: le «responsable de presse» qui en est l'auteur est un citoyen allemand qui travaille dans la vie civile à Zillis dans un «cabinet d'affaires» qui ne courtise pas seulement des clients suisses, mais aussi et surtout des clients allemands et autrichiens. Il appartient donc à la grande foule d'hommes d'affaires qui dépendent d'un marché européen opérationnel, lissé et libre d'obstacles, et qui l'utilisent quotidiennement comme allant de soi. Ce marché même qu'ils doivent à l'UE. (sp)





Politique climatique: 7100 maires tirent sur la même corde

La convention des maires de l'UE fondée en 2008 et l'organisation «Compact of Mayors» lancée en 2014 par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon se sont réunies pour former une «Convention globale des maires pour le climat et l'énergie». Le nouveau groupe représente plus de 7100 villes et gouvernements locaux dans 119 pays, soit plus de 600 millions d'habitants. Son objectif est d'améliorer la mise en réseau des initiatives politiques locales concernant le climat et l'énergie. (sp)

Une large majorité pour la libre circulation

Le «baromètre Euro», enquête périodique auprès de la population européenne qui s'appuie sur près de 32.000 interviews dans 34 pays (membres et candidats), relativise le discours «eurosceptique»: 38% ont une image «neutre», 34% une image «positive» et 27% une image «négative» de l'UE. 66% se considèrent comme des «citoyens de l'UE». Et 79% sont en faveur de la libre circulation des personnes. En Grande-Bretagne, ce pourcentage était le plus faible avec 63%, alors que la Lettonie y était la plus favorable avec 95%. (sp)

Le Parlement simplifie l'obtention et le dépôt de documents officiels

Le Parlement européen a adopté de nouvelles règles communes pour faciliter de manière significative l'obtention et le dépôt de documents relatifs aux personnes (naissance, mariage, décès, etc.). Plus de 14 millions de citoyens européens vivent dans un autre pays de l'UE grâce à la libre circulation; pour eux, la bureaucratie s'en trouve dorénavant considérablement réduite. Certains formulaires officiels devraient même à l'avenir être multilingues afin de réduire le recours à la traduction. (sp)





Depuis l'arbre jusqu'à la table – des meubles de caractère en bois massif.

Chez Girsberger, chaque étape de l'élaboration d'une table est consignée. Nos artisans sont fiers de pouvoir attester par l'apposition de leur nom de la haute qualité d'un produit fabriqué sur mesure.

